

## ***Communiqué de presse***

### **Direction d'école : pas d'adhésion des personnels aux annonces ministérielles**

Lors d'une entrevue avec le ministère de l'Éducation Nationale concernant la direction et le fonctionnement de l'école, le SNUipp-FSU a présenté les résultats d'une enquête renseignée par près de 7000 enseignantes et enseignants en l'espace de 6 jours, dont 83% de directrices et directeurs d'école.

L'appréciation des mesures prises par le ministère est sévère : 86 % des répondants affirment qu'elles ne répondent pas à leurs attentes et ne permettent pas d'assurer le cœur des missions de la direction d'école (46% pas du tout et 40% pas vraiment).

L'annonce ministérielle du 7 décembre dernier de temps supplémentaire pour 38 % des écoles pour la rentrée 2021 ne répond pas aux attentes pour 72 % des répondants. Quant à la revalorisation actée de 450 € bruts annuels, elle n'y répond que partiellement dans 31 % des réponses et de façon satisfaisante pour seulement 4 %.

Par ailleurs, près de 70 % des sondés jugent que l'allègement des tâches administratives ne répond pas à leurs attentes. Les deux jours de formation promis dès cette année mais mis en place de manière inégale selon les départements répondent aux attentes que pour 38%.

C'est le sujet des emplois d'aide administrative et au fonctionnement qui cristallise la majorité des mécontentements exprimés : 68 % estiment que le recours aux services civiques ne répond pas du tout aux attentes et 20% pas vraiment. Ce taux d'insatisfaction est sans surprise puisque les aides administratives existantes ont toutes été supprimées par le gouvernement depuis le début du quinquennat. La création de ces emplois considérés par l'ensemble des directrices et directeurs comme indispensables au bon fonctionnement du service public d'éducation doit s'inscrire dans un statut stable et pérenne.

Suite aux nombreuses interventions du SNUipp-FSU d'une mise en œuvre bien trop modeste des engagements pris par le ministère, l'inspection générale a pour mission d'évaluer l'effectivité de leur mise en œuvre dans les écoles de chaque département.

Le SNUipp-FSU sera à nouveau auditionné et rapportera les dysfonctionnements et insuffisances constatées. Il continuera de porter la vérité des prix, la parole du

terrain et d'exiger des mesures ambitieuses pour améliorer le fonctionnement des écoles et le quotidien des 44 500 directeurs et directrices.

*Paris, le 15 décembre 2020*